

DISTRIBUTION

VB

—

1

10 - 12 - 13

31 - 32

41 - 41 bis - 41 bis

51 - 52

Rectificatifs

no 1 m 5/12/57

INSTRUCTION GÉNÉRALE

Il est publié de cette Instruction Générale un extrait résumé, portant le titre « Premières mesures à prendre par les agents en cas d'accidents de personnes » à l'usage des agents d'exécution des diverses équipes du Service V.B.

VB 6 a

N° 1

ACCIDENTS DE PERSONNES ÉTRANGÈRES A LA S.N.C.F.  
SUR LES PASSAGES A NIVEAU OU EN PLEINE VOIE

article 1 ♦ Objet de l'Instruction.

Afin de faire traiter, en principe, les questions relatives aux accidents par le Service de la S.N.C.F. le plus qualifié, dans l'intérêt du public comme dans celui de la S.N.C.F., il a été décidé que le Service de la Voie et des Bâtiments avait compétence pour tous les accidents survenus sur un P.N. ou en pleine voie à des personnes étrangères (1) à la S.N.C.F.

NOTA important.

Lorsqu'un accident survient, il n'est pas toujours possible de déterminer sur le champ le Service qualifié pour suivre l'affaire ; il peut également être difficile de toucher en temps utile le représentant local du Service intéressé. Donc, tout agent qui se trouve sur place, quel que soit le Service auquel il appartienne, doit prendre l'initiative des soins à donner aux victimes.

Les agents locaux du Service de la Voie doivent, s'ils sont seuls, recueillir les premiers renseignements sur l'accident et soit prendre d'eux-mêmes, soit collaborer avec les autres agents pour prendre, à l'égard des victimes, les mesures nécessaires.

Pour les avis à donner aux fonctionnaires intéressés de la S.N.C.F. ainsi qu'aux autorités administratives, judiciaires ou militaires, il y a lieu de se reporter à l'Instruction Générale VB 32 n° 1.

Pour l'établissement des rapports sur les accidents, il y a lieu de se reporter à l'Instruction Générale VB 32 n° 2.

PARAGRAPHE 1

DISPOSITIONS A PRENDRE A L'ÉGARD DES VICTIMES

article 2 ♦ Secours aux blessés.

L'agent qui est témoin d'un accident, ou qui découvre un blessé sur la voie, met en œuvre tous les moyens appropriés pour porter secours aux victimes et leur assurer dans le moindre délai les soins médicaux.

♦ (1) Lorsque l'accident est survenu à des « voyageurs » et par « voyageur », il faut entendre toutes personnes (y compris les agents de la S.N.C.F. voyageant hors service) munies d'un titre individuel de transport quel qu'il soit (billet, permis, carte d'abonnement, etc.) ou faisant partie d'un groupe auquel a été délivré un billet collectif, le Service de l'Exploitation devient compétent.

Dans le cas d'accidents survenus au personnel en service de la S.N.C.F. (accidents du travail) et aux ouvriers ou employés d'entreprises travaillant pour la S.N.C.F., il y a lieu d'observer les instructions particulières des Services intéressés.



Il fait prévenir immédiatement le chef de district et le chef de la gare la plus proche, en fournissant à ce dernier les premiers renseignements nécessaires pour lui permettre d'envoyer les avis prévus par l'Instruction Générale VB 32 n° 1.

Quand le blessé est en état de se déplacer, il est accompagné, suivant les circonstances, soit à son domicile, soit chez le médecin ou le pharmacien le plus proche, soit au cabinet médical d'une gare.

Lorsque l'accidenté a été transporté à l'hôpital, ou s'il regagne son domicile, le chef de district demande au médecin de la S.N.C.F. de l'examiner le plus tôt possible.

Le médecin établit un certificat indiquant l'état du blessé et la suite probable de l'accident.

### article 3 ♦ Transport des blessés à l'hôpital.

Lorsque l'état du blessé nécessite son transport à l'hôpital, il y a lieu de prendre les mesures suivantes :

**1<sup>er</sup> cas. — La responsabilité du chemin de fer est établie de façon indiscutable par les premiers résultats de l'enquête.**

Le médecin de la S.N.C.F. établit un bulletin d'admission.

Puis, compte tenu de la qualité du blessé, de la gravité de ses blessures et de l'endroit où il est soigné, le chef d'arrondissement V.B. désigne un fonctionnaire pour suivre son traitement.

Cet agent assure, dans les meilleures conditions possibles, le rapatriement du blessé, lorsque celui-ci est autorisé par le chirurgien ou le médecin traitant à sortir de l'hôpital ou de la clinique. Il rend compte des mesures prises dans un rapport spécial auquel est annexé le dernier certificat médical établi avant la sortie du blessé par le chirurgien ou le médecin traitant. Ce certificat doit indiquer l'état du blessé au moment de sa sortie de l'établissement et :

- s'il n'est pas rétabli, les prévisions du praticien quant à la durée probable de l'indisponibilité et aux suites possibles de la blessure,
- s'il est définitivement guéri, la date de consolidation des blessures et, le cas échéant, le taux de l'invalidité permanente, absolue ou partielle, résultant de l'accident.

**2<sup>e</sup> cas. — La responsabilité du chemin de fer est douteuse ou hors de cause.**

Le médecin de la S.N.C.F. établit un bulletin d'admission comme pour un malade de sa clientèle.

Le chef de section avise par écrit l'hôpital que la S.N.C.F. ne prendra à sa charge les frais d'hospitalisation que si la responsabilité du chemin de fer est retenue par l'enquête.

Comme dans le 1<sup>er</sup> cas, il appartient au chef d'arrondissement V.B. de faire suivre le traitement du blessé par un fonctionnaire qualifié.

### article 4 ♦ Choix du médecin par les blessés.

Les accidentés conservent toujours le libre choix du praticien (médecin ou chirurgien, pharmacien, etc.).

Cependant, un blessé peut manifester formellement le désir d'être soigné par le médecin de la S.N.C.F. En pareil cas :

- si la responsabilité du chemin de fer est engagée, le chef de district, après les premières constatations, prie le médecin de la S.N.C.F. de visiter périodiquement le blessé afin d'être renseigné sur l'évolution de son état ; les soins sont alors donnés pour le compte de la S.N.C.F. Les indications fournies par le médecin sur les conséquences définitives de l'accident sont portées à la connaissance de l'arrondissement V.B. par le chef de district ou par l'agent désigné pour suivre le traitement du blessé ;
- s'il est établi au contraire que la responsabilité de l'accidenté est seule engagée, ce dernier et le médecin de la S.N.C.F. en sont avisés par le chef de district. Il appartient alors au praticien et au blessé de s'entendre à titre purement privé sur la continuation éventuelle des soins et le règlement des frais.

Enfin, lorsque la responsabilité du chemin de fer est engagée et que les soins sont donnés par un médecin particulier, le chef de district intervient auprès du médecin de la S.N.C.F. pour qu'il se concerte avec son confrère à l'effet d'être tenu au courant des particularités qui pourraient survenir au cours du traitement ; le chef de district ou l'agent spécialement désigné fait parvenir les renseignements ainsi recueillis au chef d'arrondissement V.B.

### article 5 ♦ Découverte d'un cadavre sur la voie.

Tout agent qui trouve un cadavre sur la voie doit noter avec soin les circonstances qui ont amené ou accompagné cette découverte, la position du corps, l'état du terrain environnant ainsi que tous autres renseignements pouvant faciliter l'enquête judiciaire et aider à déterminer les causes et la nature du décès (accident, mort naturelle, suicide ou crime). S'il présume qu'il y a eu crime, il prend toutes mesures appropriées pour empêcher la disparition, la déformation ou le déplacement des empreintes, traces de pas et objets laissés par l'auteur du crime dans un rayon de 50 m. autour du cadavre.

Il s'assure, si possible, de l'identité de la victime, puis avise immédiatement le chef de district, ainsi que le chef de la gare la plus proche.

Si le corps se trouve sur la voie elle-même ou s'il est susceptible, à l'endroit où il a été découvert, d'être atteint par les trains ou par leurs chargements, il doit être déplacé de façon à permettre la libre circulation des convois, mais en limitant ce déplacement au strict minimum et en prenant toutes précautions pour que l'état des lieux ne soit pas modifié et pour que les autorités judiciaires puissent procéder aux constatations nécessaires.

En attendant ces constatations, le cadavre doit être laissé à la garde d'une personne sûre et dérobé à la vue du public par une bâche ou un linge.

### article 6 ♦ Dispositions à prendre en cas d'accidents collectifs importants.

En cas d'accident collectif important (tamponnement d'un autocar sur un P.N. par exemple), le chef d'arrondissement V.B. se rend ou envoie sur les lieux par les moyens les plus rapides un fonctionnaire pour aider les agents locaux (chef de district, chef de section).

Si l'accident est très important, le chef d'arrondissement V.B. peut demander à son collègue de l'Exploitation le concours d'un fonctionnaire du Trafic.

Dans tous les cas, c'est l'agent le plus élevé en grade du Service V.B. qui dirige les secours, mais tous les fonctionnaires et agents présents aident, suivant ses directives, à l'évacuation des blessés, à l'identification des victimes, à la mise en dépôt provisoire des corps dans un lieu non exposé à la vue du public, à la recherche, au rassemblement et à l'inventaire des papiers, bijoux et objets divers épars sur les lieux de l'accident, etc.

L'argent, les bijoux, les papiers et objets divers ainsi trouvés épars dont les propriétaires sont décédés dans l'enceinte du chemin de fer, sont mis en paquets scellés et numérotés, puis déposés contre reçu à la mairie ou à la gendarmerie la plus proche, ou, le cas échéant, au commissariat spécial de la gare voisine.

Une liste détaillée de tous ces objets épars, dressée au fur et à mesure de l'inventaire, est établie en trois exemplaires, dont un est déposé à la mairie, à la gendarmerie ou au commissariat spécial, en même temps que les paquets susvisés, les deux autres exemplaires sont conservés, avec le reçu correspondant, par l'agent qui a fait le dépôt.

## PARAGRAPHE 2

### INSTRUCTION DES AFFAIRES

### article 7 ♦ Premiers témoignages à recueillir.

Il est de première importance de pouvoir déterminer sans retard si la responsabilité du chemin de fer peut être engagée même partiellement.

En dehors des soins à donner aux blessés, l'agent qualifié (chef de section, chef de district, chef de canton) doit donc se préoccuper de rechercher les témoins de l'accident et leur demander d'en exposer, dans une note écrite, datée et signée de leur propre main, les circonstances, au moins sommairement. Si le blessé a reconnu en leur présence que l'accident était dû entièrement ou partiellement à sa propre imprudence ou négligence, les témoins seront invités à le mentionner expressément dans leurs déclarations.

Toutes les fois que cela est possible, **mais en évitant toute pression inopportune**, il y a lieu de recueillir la déclaration écrite du blessé lui-même, relatant les circonstances de l'accident.



S'il y a eu enquête par la gendarmerie ou le commissaire de police, l'agent qualifié doit se rapprocher de ces autorités en vue d'obtenir, si possible, une copie de leur rapport ou tout au moins d'avoir connaissance de leurs conclusions.

Lorsque l'accident est survenu sur un P.N. gardé, on doit s'attacher à recueillir **immédiatement** tous les témoignages nécessaires pour établir que les règlements et consignes ont bien été observés par les agents de la S.N.C.F., à quelque service qu'ils appartiennent.

Lorsque l'accident est survenu sur un P.N. non gardé, on doit s'attacher également à recueillir dans le plus bref délai les témoignages, de préférence ceux de personnes étrangères à la S.N.C.F., établissant que le sifflet ou avertisseur a bien été actionné, si ce signal est prescrit et, s'il s'agit d'un P.N. équipé d'une signalisation automatique lumineuse et sonore, que le dispositif (feux et demi-barrières) a fonctionné normalement.

Quand les blessures ont été causées par un objet lancé d'un train en marche, il y a lieu de rechercher cet objet et de le conserver comme pièce à conviction ou, tout au moins de prendre note de sa nature et de ses dimensions. En outre, si le train d'où il a été jeté a pu être identifié, une dépêche doit être passée immédiatement à la gare d'arrêt la plus proche ou, suivant les circonstances, à la gare terminus, en demandant de faire recueillir les déclarations des voyageurs et des agents qui pourraient permettre de découvrir l'auteur de l'accident.

En cas d'accident important, il y a lieu d'aviser le Service du Contentieux immédiatement (Doivent être considérés comme importants, au point de vue de cette formalité, tous les accidents susceptibles d'entraîner à n'importe quel titre, au profit des tiers ou de la S.N.C.F., le paiement de sommes dont le montant dépasse 50 000 f).

### article 8 ♦ Infractions commises par les accidentés.

Lorsqu'une infraction à la police des chemins de fer (loi du 15 juillet 1845, décret du 22 mars 1942, arrêtés préfectoraux, etc.) a été commise par la victime d'un accident ou par un tiers responsable, il y a intérêt à constater cette infraction par un procès-verbal, surtout si l'accident est la conséquence de l'infraction (enfouissement d'une barrière de P.N., circulation irrégulière sur les voies ou sur un ouvrage du chemin de fer, etc.).

Les procès-verbaux sont établis dans les conditions fixées par l'Instruction Générale VB 32 n° 2; ils doivent toujours être enregistrés.

Ils sont transmis avec un rapport sur les conditions dans lesquelles a été relevée l'infraction commise par la personne victime de l'accident.

## PARAGRAPHE 3

### RÈGLEMENT DES ACCIDENTS

### article 9 ♦ Règlement des accidents n'ayant occasionné que des blessures.

Les chefs d'arrondissement V.B. sont autorisés à régler les demandes d'indemnités (pour dommages tant corporels que matériels) concernant les accidents, jusqu'à concurrence de 1/10<sup>e</sup> de la somme maximum pour laquelle délégation de pouvoirs est donnée aux directeurs des régions, lorsque les premiers résultats de l'enquête établissent de façon indiscutable que la responsabilité du chemin de fer est engagée. Les affaires de l'espèce doivent être traitées d'urgence.

Si le règlement ne peut être effectué immédiatement pour une cause quelconque (blessures graves, etc.) le chef d'arrondissement V.B. charge un fonctionnaire de suivre la guérison de l'accidenté : s'il s'agit d'un blessé hospitalisé, il procède comme il est prescrit à l'article 3 (1<sup>er</sup> cas).

Lorsque les causes de l'accident ne sont pas connues, ou s'il y a doute sur la responsabilité du chemin de fer, le règlement est différé jusqu'à la conclusion des enquêtes techniques de la S.N.C.F. et de l'enquête judiciaire. Le chef d'arrondissement V.B. fait suivre le traitement du blessé dans les conditions prévues à l'article 3 (2<sup>e</sup> cas).

Quant l'indemnité à verser dépasse la limite de ses pouvoirs, le chef d'arrondissement V.B. transmet le dossier avec tous les renseignements utiles au service régional V.B.

### article 10 ♦ Règlement des accidents mortels.

Les demandes d'indemnités formulées par les familles des victimes d'accidents mortels sont transmises par le fonctionnaire qui a suivi l'affaire avec un rapport très circonstancié sur la situation de la victime au moment de l'accident, sur celle de sa famille et sur l'importance du préjudice subi par celle-ci. Le chef d'arrondissement V.B. adresse ces demandes avec ses propositions motivées au service régional V.B.

### article 11 ♦ Pouvoirs de transaction des Chefs de Section.

Les chefs de section sont autorisés, lorsque la responsabilité du chemin de fer ne fait aucun doute, et que le règlement immédiat du dommage doit mettre fin au litige, à faire régler les réclamations jusqu'à concurrence de 1/25<sup>e</sup> de la somme maximum pour laquelle délégation de pouvoirs est donnée aux directeurs des régions.

Sont à ranger dans cette catégorie les affaires dont la solution peut être obtenue par le paiement de frais généralement peu élevés, tels que : honoraires du médecin qui a visité le blessé, frais d'acquisition de produits pharmaceutiques, montant des dégâts aux effets ou accessoires, etc.

Toutes les autres réclamations doivent être transmises à l'arrondissement V.B.

### article 12 ♦ Quittances d'indemnités.

Le paiement des indemnités donne lieu à l'établissement, sur papier timbré, d'une quittance portant renonciation à tout recours ultérieur, qui doit être libellée conformément à l'un des modèles donnés par les Annexes 1, 2 et 3 suivant qu'il s'agit d'un majeur, d'une femme mariée ou d'un enfant mineur.

Si le chef d'arrondissement V.B. éprouve quelque difficulté quant au libellé de la quittance, il en réfère au service régional V.B.

Lorsqu'une indemnité ne dépassant pas 5 000 f est allouée à un blessé mineur, cette somme peut être versée au père, administrateur légal ou au tuteur du mineur contre signature par lui d'une quittance libellée conformément au modèle donné à l'Annexe 3.

S'il s'agit d'une somme plus élevée, le dossier doit être transmis au service régional V.B., qui saisit le Service du Contentieux, en vue de faire intervenir un jugement.

### article 13 ♦ Aide pécuniaire aux victimes.

Toute demande de provision ou de secours doit être soumise au chef d'arrondissement V.B. qui procède comme suit :

a) **Demande de provision.** — Si la responsabilité du chemin de fer est indiscutablement engagée, une somme à valoir sur l'indemnité définitive peut être payée par le chef d'arrondissement V.B. aux victimes ou à leurs ayants droits, dans la limite de ses pouvoirs.

Cette provision doit correspondre aux premiers frais entraînés par l'accident et permettre à la victime de faire face à ses besoins immédiats.

Le paiement en est fait au moyen d'une quittance établie à titre provisoire.

b) **Demande de secours.** — Si la responsabilité de la S.N.C.F. n'est pas engagée, ou est douteuse, aucune provision ne doit être allouée, mais un secours peut exceptionnellement être accordé.

Le chef d'arrondissement V.B. transmet alors immédiatement la demande au service régional V.B. avec tous les renseignements utiles sur l'accident ainsi que sur la situation de fortune et de famille de l'intéressé.

Le service régional V.B. indique, le cas échéant, le modèle de quittance à faire signer par l'intéressé lors du paiement du secours.

Paris, le 22 juillet 1943

Le Directeur Général,  
R. LE BESNERAIS.



Je soussigné ..... (Nom, prénoms, profession, domicile) reconnais avoir reçu de la Société Nationale des Chemins de fer français, la somme de ..... (en toutes lettres) à titre de transaction et de forfait pour préjudice de toute nature à raison de l'accident qui m'est survenu à ..... le .....

Je déclare, en outre, par la présente, considérer la Société Nationale des Chemins de fer français comme entièrement libérée par le paiement de cette somme et renoncer contre elle et ses agents à tout recours ultérieur à raison des conséquences dudit accident quelles qu'elles soient.

Fait à ..... le .....

Lu et approuvé

Ecrit de la main  
de l'intéressé

Bon pour acquit de la somme de .....  
(en toutes lettres) et renonciation définitive.

(Signature)

(A établir sur papier timbré)

Les soussignés :

1° Monsieur (Nom, prénoms, profession) agissant tant en son nom personnel que pour valoir assistance et autorisation à la dame son épouse.

2° Madame (Nom.....), née (nom de jeune fille et prénoms), épouse assistée et autorisée de .....  
..... sus-nommé .....  
demeurant ensemble à ..... rue ..... reconnaissent avoir reçu de la Société Nationale des Chemins de fer français la somme de ..... à titre de transaction et de forfait pour préjudice de toute nature à raison de l'accident .....

Ils déclarent, en outre, par la présente, considérer la Société Nationale des Chemins de fer français comme entièrement libérée par le paiement de cette somme et renoncer contre elle et ses agents à tout recours ultérieur, à raison des conséquences dudit accident quelles qu'elles soient.

Fait à ..... le .....

Lu et approuvé

Bon pour acquit de la somme de ..... (en toutes lettres) ..... et pour renonciation.

(Signature de la femme)

Lu et approuvé

Bon pour acquit de la somme de ..... (en toutes lettres) ..... pour renonciation.  
et autorisation maritale.

(Signature du mari)

Ecrit de la main  
des intéressés

(A établir sur papier timbré)

ANNEXE N° 3

Je soussigné ..... (Nom, prénoms et profession) demeurant à ..... rue ..... agissant  
comme administrateur légal de la personne et des biens de ..... (prénoms) mon fils mineur (1), reconnais  
avoir reçu de la Société Nationale des Chemins de fer français la somme de ..... (en toutes lettres)  
..... à titre de transaction et de forfait pour préjudice de toute nature à raison des blessures occasion-  
nées à mon fils sus-nommé lors de l'accident qui lui est survenu .....

Je déclare, en outre, par la présente, me porter fort de la ratification de cette transaction par mon fils, a s:  
majorité, et considérer la Société Nationale des Chemins de fer français comme entièrement libérée et renoncer  
contre elle et ses agents à tout recours ultérieur pour les conséquences dudit accident quelles qu'elles soient.

Fait à ..... le .....

Lu et approuvé

Ecrit de la main  
de l'intéressé

Bon pour acquit de la somme de .....  
(en toutes lettres) ..... renonciation  
et porte-fort.

(Signature)

(A établir sur papier timbré)

◆ (1) ou pupille.